

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 4 (1912)
Heft: 8

Artikel: La guerre et le prolétariat
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-382946>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

REVUE SYNDICALE

SUISSE

Organe de l'Union suisse des Fédérations syndicales

Paraît une fois par mois

Rédaction : Secrétariat de l'Union suisse des Fédérations syndicales, Kapellenstrasse 6, Berne

Abonnement : 3 fr. par an

SOMMAIRE :

	Page		Page
1. La guerre et le prolétariat	117	5. Grève générale et lock-out à Zurich	127
2. Le mouvement syndical suisse en 1911	119	6. Congrès et conférences :	
3. La révision de la loi fédérale sur les fabriques	121	Congrès international pour la protection des travailleurs à domicile	129
4. Instruction de la classe ouvrière par les organisations syndicales et le Parti socialiste en Suisse	125	7. Mouvement syndical international	131

La guerre et le prolétariat.

Pendant un quart de siècle, c'est-à-dire depuis 1872 à 1897, une sorte d'équilibre national existait en Europe. C'est ce qui fit espérer à certains optimistes que la guerre était bannie pour toujours de notre continent. Pour autant que ces amis de la paix adhéraient au mouvement socialiste, leur espoir se trouvait raffermi par la conviction du progrès des idées antimilitaristes et de l'organisation ouvrière, aboutissant, chez les travailleurs, au refus de porter l'arme pour la défense des intérêts capitalistes et, chez les bourgeois, à la crainte d'une révolution sociale, d'une révolte contre la classe possédante en armant la masse des prolétaires.

D'autres, et ils sont nombreux parmi les pacifistes, songèrent que l'armement moderne et terrible inspirerait finalement une telle crainte à tous les gouvernements qu'ils n'oseraient plus s'attaquer les uns les autres. C'est l'idée de l'abolition ou de l'empêchement de la guerre par la paix armée. D'autres encore comptaient trop sur l'influence du mouvement pacifiste bourgeois, sur la portée des décisions de Congrès de la paix, et de l'institution d'une Cour arbitrale à la Haye.

Enfin, certains économistes se sont dit qu'une guerre en Europe causerait un tel dérangement de la vie sociale, que la bourgeoisie aurait tout intérêt à l'empêcher et que personne ne voudrait assumer la responsabilité terrible de plaider en faveur d'une guerre.

C'est ainsi que, lorsque la guerre gréco-turque éclata en 1896, personne y attacha une grande importance, l'intérêt et la puissance des pays européens ne permettant pas de trop déranger l'équilibre politique et économique en Europe.

La guerre hispano-américaine pour la possession du Cuba et des Philippines et les guerres

entre Anglais et Boers dans le Sud de l'Afrique, entre Russes et Japonais en Extrême-Orient étaient toutes tellement loin qu'en général on ne s'en souciait pas plus que des effets de la malheureuse expédition militaire des Français au Fachoda ou de la guerre entre l'Italie et l'Abyssinie.

Cependant, il faut constater que le théâtre des conflits sanglants s'est rapproché toujours davantage de l'Europe, depuis l'année 1905.

Peu s'en fallut en 1910 que la France et l'Allemagne s'expliquassent les armes en mains, à cause du Maroc. Puis, c'étaient l'Angleterre et l'Allemagne qui se regardaient de travers. Bref, le danger d'une guerre en Europe paraissait de plus en plus imminent.

Aujourd'hui, cette guerre a éclaté dans les pays des Balkans. Bien que le théâtre de cette tuerie monstrueuse soit encore limité à l'extrémité sud-est de l'Europe, il est à prévoir que, sinon la guerre, du moins ses effets se fassent sentir partout en Europe, et non en dernier lieu en Suisse. Comment doit-on s'expliquer que les amis de la paix se soient si cruellement trompés ?

Dans l'*Humanité* (numéro du dimanche 20 octobre), le célèbre leader socialiste français, Jean Jaurès, nous fournit une explication à ce sujet qui nous paraît exacte et très bien résumée :

« C'est nous qui, depuis des années, ne cessons de dire aux citoyens de notre pays : Des insensés nous mènent à l'abîme. Par le Maroc sera suscitée la Tripolitaine. Par la Tripolitaine sera suscitée la guerre des Balkans. Par la guerre des Balkans surgira la menace de la guerre générale. Et quand, par le crime des gouvernants, par la sottise ou l'égoïsme des majorités, ont été commises les fautes dont nous annonçons les conséquences, quand les événements justifient, année par année, toutes nos prévisions qui n'étaient que la logique même des faits s'imposant à l'esprit avant de s'imposer aux choses, on a l'audace de ce tourner vers

nous et de nous dire: « Que sont donc devenues vos utopies? » C'est d'une inconscience qui serait vraiment comique si elle n'était effrayante, et si elle ne menaçait notre pays des pires épreuves.

On nous dit: « Que parlez vous donc encore de spéculations financières ou d'anarchie capitaliste? La guerre des Balkans n'est ni la guerre des rois ni la guerre des financiers. C'est la guerre des peuples. C'est le soulèvement des passions religieuses, des haines de race, des ambitions nationales. C'est le bouillonnement des forces instinctives; et c'est par la spontanéité même de ce déchaînement que la diplomatie a été vaincue. Oui, sans doute, et je sais trop qu'on ne peut appliquer à la diversité des mouvements humains et à la complexité presque infinie de l'histoire la simplicité abstraite d'une formule. Mais nos contradicteurs ne comprennent pas notre vraie pensée. Et je voudrais cependant les amener à y réfléchir.

Toute époque de l'histoire humaine est caractérisée par une force essentielle et dominante qui la dirige; mais elle retient bien des survivances de la force antérieure. Dans l'ordre politique, l'Europe est en un siècle de démocratie et cependant bien des forces du passé, forces dynastiques, forces aristocratiques, agissent encore sur elle. Dans l'ordre social, la caractéristique de l'époque présente est la tension croissante des rapports des classes, et la dissolution croissante des organismes domestiques; et on relèverait cependant, dans les esprits, dans les habitudes, bien des survivances de cette paix sociale et de cette stabilité familiale dont Le Play voulait prolonger la formule.

Et de même, dans l'ordre international, c'est nous qui avons raison de dire que l'ère des grandes guerres de nationalité est close. Depuis que l'Italie a conquis son indépendance et son unité en chassant l'Autriche, en expulsant les dynasties secondaires et en réduisant le Pape au Vatican; depuis que l'Allemagne a brisé, sous la brutale direction de la Prusse, les obstacles extérieurs et intérieurs qui s'opposaient à l'unité allemande; depuis que l'Autriche a reconnu qu'en renonçant à une vaine tradition d'hégémonie germanique elle a accru sa force en la concentrant; depuis que la France a constaté que, malgré sa défaite, malgré la cruelle mutilation qu'elle a subie, elle a gardé assez de force vitale pour refaire son destin, pour accomplir toute sa mission historique et pour préparer un ordre de démocratie européenne où le droit violenté sera restitué sans violence, la civilisation européenne, dans sa masse la plus forte et dans ses centres les plus actifs, a dépassé l'ère des grands conflits nationaux.

Ce n'est plus la force profonde des instincts séculaires qui peut désormais, dans cette Europe-là, déchaîner les guerres. Voilà pourquoi nous n'avons cessé de dire, voilà pourquoi nous ne cesserons de répéter que le jour où les hommes d'Etat de l'Europe voudront vraiment la paix, ils n'auront pas à lutter contre la révolte incompressible des grandes forces élémentaires. Et ce qui se produit dans les Balkans, dans une région où l'enchevêtrement des éléments ethniques et religieux, a prolongé l'état d'esprit du passé, bien loin de démentir notre affirmation la vérifie....

Quelles que puissent être les ambitions, les cupidités des puissances européennes, qui assistent au conflit et qui peut-être s'y mêleront, aucune d'elles ne peut invoquer avec quelque apparence un intérêt vraiment national, un intérêt vraiment vital. Si les Etats balkaniques et la Turquie, après l'épreuve atroce de la guerre, arrivaient à s'entendre directement, à conclure un pacte fédératif qui garantit l'autonomie de chaque Etat et la sécurité, la dignité de toutes les races juxtaposées dans un même Etat, aucune puissance de l'Europe ne serait lésée dans sa vie profonde et contrariée dans son évolution normale.

Non seulement il n'y a aucune nécessité nationale pour les pays de l'Europe à élargir le conflit des Balkans, mais si l'Europe n'avait pas été décomposée par les intrigues de finance, par les compétitions capitalistes les plus aveugles et les plus sordides, le conflit des Balkans n'aurait pas pu éclater.

Personne ne doute aujourd'hui que l'entreprise Tripolitaine n'ait été la cause la plus déterminante du conflit balkanique, soit que l'Italie ait encouragé les Etats des Balkans par son seul exemple, soit qu'elle les ait secrètement excités à la lutte pour avoir plus facilement raison de la résistance prolongée de la Turquie. Le *Temps* le reconnaissait avant-hier. Mais l'entreprise tripolitaine et l'entreprise marocaine dont elle est née se rattachent à l'intrigue financière la plus basse, à la concurrence capitaliste la plus misérable. C'est dans cette atmosphère trouble que le conflit des Balkans a pu éclore. Et la civilisation européenne a si bien dépassé l'ère des conflits vraiment nationaux, que là même où des antagonisme archaïques de religion et de race subsistent encore, ils ne peuvent aboutir à l'éclat suprême, à l'explosion que sous l'influence des intérêts nouveaux et des forces nouvelles de l'impérialisme financier, du colonialisme impudent et rapace.

Voilà la vérité, et c'est une vérité que les peuples perçoivent. Et la perception nette de cette vérité aura des conséquences formidables. Que les gouvernants, que tous les gouvernants

de l'Europe y prennent garde. Si demain le conflit que leurs convoitises subalternes ont rendu possible s'élargissait, si l'Autriche et la Russie étaient aux prises, si par la chaîne des alliances la France et l'Allemagne étaient traînées dans la guerre, il y aurait partout une stupeur incalculable, les gouvernants ne pourraient pas couvrir le crime de la guerre. Ils ne pourraient jeter sur elle le moindre voile d'honneur national. Jamais la guerre ne se serait étalée dans une telle nudité de sottise et de scélératesse.

Et ce n'est pas seulement le prolétariat qui se soulèverait contre cette stupidité meurtrière, sans excuse et sans prétexte. C'est toute la démocratie qui ne tarderait pas à comprendre qu'elle est la dupe et la victime de la plus monstrueuse manœuvre de contre-révolution européenne qui ait été tentée depuis 1849.»

* * *

Voilà pour ce qui concerne les causes de la guerre qui vient d'éclater. J'aurai nous montre admirablement bien la complexité des intérêts capitalistes qui priment aujourd'hui les intérêts de race, de nationalité, les préjugés de religion, etc. Cependant, nous voyons que le capitalisme, véritable auteur du conflit des Balkans, sait profiter des restes de haine traditionnelle, des diversités nationales, de l'excitation ou du fanatisme religieux pour faire ses affaires. Une fois que les paysans et les prolétaires se rendront compte partout de ce que les intérêts des classes dirigeantes ne sont pas les leurs, ils cesseront de partir en guerre ou ils partiront en guerre contre leurs véritables ennemis, les exploités.

Mais aujourd'hui, la guerre est là. Il s'agit donc pour nous de savoir quelles peuvent être ses conséquences directes pour la classe ouvrière. C'est ce que nous examinerons dans un prochain article.



Le mouvement syndical suisse en 1911.

III.

Administration et institutions de secours des Fédérations syndicales.

(Suite.)

Dans la première partie de ce chapitre, il fut question des recettes des fédérations, telles qu'elles résultent des comptes rendus pour l'année 1911. A cette occasion, nous avons rendu attentifs nos lecteurs aux différences concernant le prélèvement des cotisations existant entre les fédérations syndicales en Suisse et celles d'autres pays et sur les différences existant entre les fédérations affiliées à notre Union syndicale.

Il ne nous reste plus qu'à constater les différences résultant d'une comparaison des recettes pour l'année 1911 avec celles des années précédentes. C'est-à-dire après avoir été orienté dans l'espace, il faut encore nous orienter dans le temps.

A ce sujet, nous pouvons affirmer qu'à très peu d'exceptions près, les fédérations affiliées à l'Union syndicale ont fait de grands progrès. Voici quelques exemples comme preuves à l'appui de nos affirmations :

Fédération des :	Recettes en cotisations		Somme totale des recettes	
	1904	1911	1904	1911
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
Ouvriers auxiliaires				
des arts graph. . .	2,600	18,400	3,000	20,100
Lithographes . . .	23,000	58,600	24,800	57,400
Métallurgistes . . .	56,700	420,000	58,400	515,000
Tailleurs d'habits . .	12,300	32,400	14,500	34,600
Typographes . . .	191,100	316,700	223,800	360,700
Charpentiers . . .	12,500	30,900	18,000	34,500

Ce sont là les fédérations qui, depuis l'année 1904, nous ont régulièrement envoyé leurs comptes rendus financiers. Mais les exemples que l'on peut trouver par la comparaison des recettes de quelques autres fédérations ne sont pas moins frappants. Prenons, par exemple, la *Fédération suisse des ouvriers sur bois*. Cette fédération n'a encaissé en 1905 que fr. 38,800 en cotisations et fr. 102,000 comme recettes totales. Pour l'année 1911, le montant des recettes en cotisations s'est élevé à fr. **188,800**, et celui des recettes totales à fr. 200,000, en chiffres ronds. — Les chiffres correspondant à l'exercice financier de la *Fédération suisse des travailleurs de l'alimentation* sont les suivants :

	1905	1911
	Fr.	Fr.
Recettes en cotisations	25,160	55,200
Somme totale des recettes	25,500	60,900

Ces quelques exemples doivent suffire pour prouver et illustrer le fait que les recettes en cotisations des fédérations syndicales ont augmenté plus rapidement que le nombre de leurs adhérents. En effet, dans l'espace de 6 à 7 ans, le nombre des travailleurs syndiqués a augmenté de 50 à 250 % suivant l'industrie. Par contre, les recettes en cotisations ont augmenté de **200** à **700** %, suivant la fédération dont il s'agissait.

Enfin, nous possédons aujourd'hui pour la période de 6 ans (1906 à 1911) des rapports financiers complets pour chacune des fédérations affiliées à l'Union syndicale.

Les tableaux IV, V et VI qui suivent offrent au lecteur une comparaison lui permettant de constater les progrès réalisés par chacune des fédérations depuis l'année 1906.

On remarquera tout de suite qu'à peu d'exceptions près il y a un progrès constant et, pour quelques-unes des fédérations, un progrès considérable à enregistrer.